

<https://www.pressegauche.org/Negociation-du-secteur-public-Les-professionnelles-et-les-professionnels-de>
-1



Négociation du secteur public - Les professionnelles et les professionnels de l'éducation de nouveau en « grève

mystère » le 9 juin (FPPE-CSQ)

Publication interne mardi 2 mai 2021



- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 25 mai 2021 - Toujours profondément insatisfaits de l'iniquité qui prévaut dans la négociation pour le renouvellement des conventions collectives dans le milieu scolaire, plus de 10 000 professionnelles et professionnels de l'éducation, membres de la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ), prendront à nouveau le chemin des piquets de grève, le mercredi 9 juin 2021.

Pour cette troisième séquence de grève, les professionnelles et les professionnels persistent à demander une meilleure reconnaissance salariale pour tous les acteurs du réseau scolaire, qui souffrent d'un retard important par rapport à leurs vis-à-vis des autres secteurs publics et du secteur privé parce qu'ils sont en majorité des femmes.

Dans le but de faire écho à la colère croissante de ses membres, la FPPE-CSQ annonce que des écoles, partout au Québec, seront de nouveau fermées par des lignes de piquetage. Comme lors de la précédente journée de grève, la Fédération et ses syndicats conserveront le mystère quant aux endroits précis jusqu'au matin du 9 juin.

Dans le but de minimiser l'impact de sa grève sur la gestion de la pandémie de COVID-19, qui entraîne des difficultés importantes pour plusieurs Québécoises et Québécois, la Fédération s'engage à ne pas bloquer d'écoles où sont organisés des services de garde d'urgence, de même que les écoles secondaires où la vaccination est prévue le 9 juin.

Une négociation inéquitable qui met en danger les services aux élèves

Parce que le réseau de l'éducation est composé majoritairement de femmes, c'est tout son personnel, autant professionnel, de soutien qu'enseignant, qui accuse un important retard salarial quand on le compare avec ses homologues de la fonction publique, du parapublic et du privé. Ce retard entraîne de graves problèmes d'attraction et de rétention dans le réseau, dans tous les corps d'emploi, qui contribuent tous à la réussite des élèves et au fonctionnement de l'école.

« Les publicités teintées de demi-vérités dont nous inonde le gouvernement actuellement annoncent un ajout de ressources professionnelles qu'on ne retrouve étrangement ni dans les règles budgétaires ni dans les conventions collectives ou à la table de négociation. Et même si cet ajout advenait réellement, nous prévoyons que ces postes ne trouveront pas preneurs et que c'est même l'inverse qui se produira.

« En choisissant d'apporter des correctifs salariaux visant seulement le groupe des enseignants, le gouvernement crée un déséquilibre qui mine le réseau de l'éducation au grand complet. Il crée des tensions invivables dans les équipes-écoles. De profonds sentiments d'injustice et de colère se répandent parmi nos membres, et le téléphone ne déroutait plus chez nous, surchargé d'appels de membres qui songent à quitter le bateau », soutient Jacques Landry, le président de la FPPE-CSQ.

À un tel point que la Fédération craint en ce moment pour la survie de plusieurs corps d'emploi.

« Juin, c'est le moment de l'année où les centres de services planifient les effectifs et procèdent aux rondes d'affectations pour l'année scolaire prochaine. Nous sentons qu'un grand nombre de professionnels sont sur le point de se désister de leur poste et nous craignons des ruptures de services radicales dans la prochaine année. Le vrai mystère, ce sera de savoir combien il restera de professionnelles et de professionnels à leur poste, en bout de

course. Une question se pose : cherche-t-on à privatiser nos services ? Nous sonnons l'alarme aujourd'hui, il est minuit moins une. Il est temps que le Conseil du trésor se réveille. La farce a assez duré », conclut Jacques Landry.